



## Tunisie : à propos du 22<sup>ème</sup> congrès de l'UGTT

*Une partie de l'avenir du processus ouvert il y a un an en Tunisie repose sur le rôle que joueront les luttes sociales, et donc le mouvement syndical. Une des particularités de ce pays est, en effet, la place centrale de l'UGTT, la centrale syndicale historique. Après avoir été la matrice du mouvement national pour l'indépendance, elle a ensuite oscillé périodiquement entre domestication par le pouvoir et rébellion contre celui-ci. D'où l'importance du congrès qui vient de se tenir entre le 25 décembre et le 28 décembre 2011.*

*Celui-ci s'étant tenu à huis clos, il est difficile de donner une appréciation très précise sur l'orientation future de la centrale avant d'avoir eu connaissance des textes adoptés.*

*Une chose est sûre, une grande partie de ce congrès a été consacrée à l'élection des 13 membres du nouveau Bureau exécutif (BE), parmi plus de 80 candidats.*

### **La nécessité d'un grand coup de balai**

Il est de notoriété publique qu'une partie de l'appareil de l'UGTT entretenait des rapports pour le moins courtois avec l'ancien régime, et en tirait un certain nombre d'avantages sonnants et trébuchants.

Si, en 2008, les syndicalistes de Redeyef qui avaient accompagné la révolte du bassin minier ont connu la prison et la torture, c'est parce que leurs mandats syndicaux leur avaient été retirés par la bureaucratie régionale et nationale. En désavouant dans la presse le rassemblement du 27 décembre 2010 devant le siège de la centrale, le secrétaire général Jrad exposait au même sort ses participants, à commencer le secrétaire général du syndicat de l'enseignement secondaire qu'il avait dénoncé nominale. Aucun syndicaliste tunisien n'a oublié que, le 13 janvier, des conciliabules avaient lieu entre Jrad et Ben Ali.

Plutôt que de faire le ménage dans la foulée du 14 janvier, le choix avait été fait d'attendre la fin de l'année 2011. La bataille de la gauche de l'UGTT était de contraindre le Bureau exécutif à respecter l'article 10 des statuts limitant à deux le nombre de mandats. Agir ainsi suffisait à faire "dégager" la quasi-totalité des corrompus. La gauche de l'UGTT expliquait qu'en attendant le congrès, ceux-ci seraient "sous camisole".

### **Une réélection limitée de membres de l'ancien Bureau exécutif**

Suite au strict respect de l'article 10, seuls 4 des anciens membres du BE pouvaient se présenter. L'un d'entre eux, considéré par beaucoup comme ayant un comportement

bureaucratique ne l'a pas fait. Le Bureau est donc renouvelé à 70 %.

Les trois membres de l'ancien BE qui se représentaient ont été réélus, respectivement à la première, la sixième et la neuvième place. Ils sont considérés comme des anciens minoritaires du BE sortant, plus ou moins proches de la gauche de l'UGTT.

### **La représentation des secteurs**

En ce qui concerne les neuf nouveaux membres du BE, il était couru d'avance que les syndicats de l'enseignement secondaire et de l'enseignement primaire seraient tous deux représentés. Ils avaient, en effet, joué un rôle clé dans la solidarité avec la lutte de la population de Redeyef-Gafsa. Faisant partie des structures simultanément les plus importantes et les plus à gauche de la centrale, ces deux syndicats avaient joué un rôle clé dans les grèves ayant amené à la chute de Ben Ali, puis des gouvernements Ghanoucchi qui lui ont succédé.

### **La représentation des régions**

Parmi les Unions régionales représentées au Bureau figurent celles dont les appels à la grève générale ont fait basculer la situation en janvier 2011 : Tunis, Benarous (banlieue industrielle de Tunis et fief de la gauche de l'UGTT), et Sfax (capitale industrielle de la Tunisie).

La présence d'un deuxième représentant pour Sfax s'explique en partie par des raisons historiques : cette région, qui comprend l'île de Kerkennah, est le berceau historique de l'UGTT.

### **L'invisibilité des femmes**

Aucune des femmes qui étaient candidates n'a été élue, alors que 47 % des membres de l'UGTT sont des femmes. Pour remédier à cela, il devrait être décidé ultérieurement d'instituer un système de quotas permettant enfin à des femmes d'être présentes au sein de la direction nationale de la centrale.

### **Un pas décisif a été franchi**

Les militants ayant participé aux luttes ayant fait tomber la dictature de Ben Ali sont désormais hégémoniques au sein de la nouvelle direction nationale. Il s'agit là d'un point d'appui pour transformer l'UGTT en l'outil dont les travailleurs et la population ont besoin pour la poursuite du processus ouvert il y a un an.

Paris, le 3 janvier 2012